

L'espoir pour les familles Roms ?

A la suite de l'importante mobilisation militante en soutien aux familles de Roms de Marseille et de la lettre ouverte adressée au Préfet de Région signée par les représentants de 27 organisations associatives, syndicales et politiques, une délégation a été reçue jeudi 26 janvier par le directeur de cabinet du Préfet, dans le cadre d'une réunion de travail.

Le représentant du préfet a tout d'abord considéré que la présence de familles avec enfants laissés à la rue à Marseille n'était pas acceptable d'un point de vue humanitaire. Il a toutefois rappelé le rôle régalien de l'Etat en charge d'appliquer les décisions de justice à la demande des propriétaires, jusqu'au recours à la force publique.

Après ce préalable le directeur de cabinet a accepté de prendre l'initiative d'une table ronde promise de longue date par la ville de Marseille et revendiquée par les membres de la délégation. Il a déclaré vouloir « aller vite », avant le 23 mars pour des raisons de calendrier électoral et s'inscrire dans une démarche pragmatique.

La table ronde réunissant les services de l'Etat, les collectivités territoriales, le secteur associatif sera précédée de réunions de travail sur des thématiques précises (logement, emploi, scolarité, santé...)

La Ligue des Droits de l'Homme et Rencontres Tsiganes prennent acte de cette proposition qui répond à notre exigence d'amener les pouvoirs publics à assumer leurs responsabilités dans une situation sociale qui s'aggrave de jour en jour. Nous évaluerons dans les jours à venir les modalités de nos implications au regard des contradictions, oppositions et résistances qui ne manqueront pas de s'exprimer et de notre volonté que soient enfin reconnues et respectées dans leur droit, les familles Roms.

Pour l'heure, l'absence de réponse à notre demande d'un moratoire sur les expulsions, tel que règlementé en période hivernale, et à l'arrêt des traques quotidiennes par les services de police, nous incite à la plus grande des vigilances. Nous poursuivrons notre mobilisation citoyenne, afin de soutenir ces familles, les assister dans leurs démarches administratives, sensibiliser l'opinion publique, dénoncer et s'opposer à tout « dérapage policier », rechercher et investir des lieux publics ou privés.

Fait à Marseille le 28 janvier 2012